



INTERVIEW

Organismes de formation : "Si l'épidémie se répand, il y aura un enjeu vital de trésorerie" (Olivier Poncelet, FFP)

"Les mesures (gouvernementales) intersectorielles annoncées le 9 mars ([lire sur AEF info](#)) nous ont satisfaits [...] mais nous avons porté aussi des revendications plus spécifiques", explique à AEF info Olivier Poncelet, le délégué général de la FFP. La Fédération souhaite notamment être consultée en amont des fermetures préfectorales, obtenir le soutien du gouvernement pour négocier une harmonisation des conditions de paiement avec les régions, les Opco et Pôle emploi. "Nous allons nous voir régulièrement avec le cabinet de la ministre du Travail, pour étudier nos propositions et nous allons prendre rendez-vous très prochainement", précise-t-il. La FFP va aussi mobiliser ses réseaux territoriaux pour négocier avec les conseils régionaux, finaliser un outil de suivi de la situation, tandis qu'elle sélectionne actuellement des "prestataires de solution de formation à distance clés en main".



"Depuis le milieu de la semaine dernière, nous sommes contactés de toutes les régions et la situation évolue tous les jours. Nous allons mettre en place imminemment un dispositif de suivi très affiné de la situation", explique à AEF info, Olivier Poncelet, délégué général de la FFP.

AEF info : Comment accompagnez-vous vos adhérents dans le cadre de l'épidémie de Coronavirus ?

Olivier Poncelet : Dès l'arrivée du virus en France, nous avons relayé auprès de nos adhérents, comme auprès des autres acteurs du secteur, l'ensemble des mesures sanitaires indispensables à respecter quand on accueille du public. Parallèlement, notre premier message a été de rassurer les entreprises et commanditaires, pour qu'ils n'annulent pas les formations prévues, en soulignant que dans la très grande majorité des cas, il y a des solutions alternatives aux cursus en présentiel. Nous leur disons, "n'annulez pas systématiquement. Prenez le réflexe de vous informer auprès de l'organisme de formation, pour connaître sa capacité à accueillir ou non du public".

AEF info : Quelles sont les remontées de vos adhérents sur la situation sur le terrain ?

Olivier Poncelet : Notre rôle est d'anticiper ces situations particulièrement compliquées, pour mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires. Nous sommes de plus en plus contactés pour des fermetures de centres. Au départ, c'était principalement dans des clusters et des CFA comme dans le Haut-Rhin, avec un contexte d'arrêt immédiat d'activité. Depuis le milieu de la semaine dernière, nous sommes contactés de toutes les régions et la situation évolue tous les jours. Nous allons mettre en place imminemment un dispositif de suivi très affiné de la situation et de l'évolution de l'activité, avec un échantillon représentatif du secteur par taille d'entreprises, typologie de publics formés...

AEF info : Quelles vont être les conséquences économiques de cette crise ?

Olivier Poncelet : Nous sommes dans une situation où il va falloir anticiper des hausses d'annulations dans les prochains jours et prochaines semaines, dans un contexte déjà très difficile pour le secteur avec les récents mouvements sociaux. En région parisienne, ils ont induit une baisse d'activité de 20 à 30 % selon les organismes en fin d'année dernière. À cela s'ajoute la phase de mise en œuvre opérationnelle de la réforme, qui induit une tension pour la trésorerie des entreprises notamment les TPE et PME. Si le phénomène épidémique se répand, il y aura un enjeu vital de trésorerie, car nous savons très bien qu'une partie des reports des sessions de formations prévus, seront en réalité des annulations et pertes de chiffre d'affaires.

AEF info : Qu'allez-vous faire concrètement au-delà des campagnes d'information et de prévention pour soutenir vos adhérents ?

Olivier Poncelet : Nous allons mettre en place un dispositif de mise en relation de nos adhérents entre eux, mais aussi leur proposer des prestataires de solution de formation à distance clés en main. Il existe des solutions très rapidement déployables et nous avons commencé leur recensement mercredi 11 mars. Il y a la visioconférence ou des solutions digitales plus intégrées et spécifiques, pour dispenser à distance les formations. Nous mettrons à disposition dans les prochains jours ces solutions, pour nos adhérents qui n'ont pas les outils pour le faire, puissent proposer très rapidement des alternatives à leurs clients. Parallèlement, nous savons que le "distantiel" ne répondra pas à tous les besoins et ne correspond pas à tous les marchés ou clients, c'est pourquoi nous devons être très proactifs.

AEF info : Quelles revendications avez-vous portées à l'occasion de la réunion à Bercy de lundi 9 mars 2020 avec Bruno Lemaire, Muriel Pénicaud et Agnès Pannier-Runacher ([lire sur AEF info](#)) ?

Olivier Poncelet : Nous avons représenté le secteur, nous voulions interpeller les ministres sur les risques propres à notre activité, et disposer d'une information privilégiée à relayer auprès de nos adhérents sur les mesures en préparation des pouvoirs publics. Notre président, Pierre Courbebaisse a pris la parole pour préciser que nous prenions les mesures adéquates, et que nous devions anticiper une véritable baisse d'activité. Nous avons demandé des mesures de soutien à la trésorerie, de report d'impôt ou des charges, voire de dégrèvement fiscal, s'il y a une baisse importante du chiffre d'affaires. Nous voulions également un assouplissement des conditions de recours à l'activité partielle ou encore un soutien de la BPI quand c'est nécessaire. Les mesures intersectorielles annoncées à cette occasion, nous ont donc satisfaits, c'est le cas également pour la mobilisation du FNE, ([lire sur AEF info](#)), mais nous avons porté aussi des revendications qui nous étaient plus spécifiques.

AEF info : Pouvez-vous les détailler ?

Olivier Poncelet : Nous avons demandé un appui pour les démarches de la FFP auprès des financeurs, pour étudier les modalités de facturation et de paiement en cas d'absence des stagiaires. Nous allons contacter les Opco, Pôle emploi et les conseils régionaux dans les jours à venir, pour obtenir une

harmonisation des conditions de paiement, car certains ne règlent pas les prestations si le stagiaire est absent. Notre deuxième demande est que les préfets nous consultent avant de prendre des décisions de fermeture de centre. On nous a rapporté des exemples de décisions surprenantes, comme une situation la semaine dernière où les organismes de formation devaient fermer, mais ce n'était pas le cas de l'université. Enfin, nous voulons que d'éventuels reports d'examens pour les diplômes de l'Éducation nationale soient anticipés.

AEF info : Comment ont réagi les ministres à vos revendications ?

Olivier Poncelet : Les ministres, notamment Muriel Pénicaud ont pris note de nos demandes et nous sommes en contact depuis avec son équipe. Nous allons nous voir régulièrement avec le cabinet de la ministre du Travail, pour étudier nos propositions et nous allons prendre rendez-vous très prochainement. Concernant les mesures intersectorielles qui vont être prises, ce sera à nous d'orienter nos adhérents sur les bons interlocuteurs, de les informer sur les démarches à suivre. Nous mobiliserons aussi nos réseaux régionaux pour rentrer en contact avec les présidences des conseils régionaux. Avoir un réseau structuré sur l'ensemble du territoire nous permet de négocier directement avec les décideurs en région, mais également de mettre en place un système de veille efficace pour avoir des retombées du terrain.